83 organisations envoient un appel urgent aux ProcÃ©dures spÃ©ciales des Nations Unies Ã propos de lâ??homicide volontaire dâ??Ahmad Erekat, appelant Ã la justice internationale et Ã ce quâ??IsraÃ«l rende des comptes sur sa politique de tirer-pour-tuer

Description

Photo : Ahmad Erekat / Al-Haq

Par Al-Haq, le 13 juillet 2020

Lundi 13 juillet 2020, 83 organisations de la sociÃ©tÃ© civile, palestiniennes, rÃ©gionales et internationales de 16 pays ont soumis, en coopÃ©ration avec la famille dâ??Erekat, un appel commun urgent aux ProcÃ©dures spÃ©ciales des Nations Unies Ã propos de lâ??exÃ©cution extrajudiciaire et de lâ??homicide volontaire dâ??Ahmad Mustafa Erekat, 26 ans, par les forces dâ??occupation israÃ©liennes, appelant Ã la justice internationale et Ã ce quâ??IsraÃ«l rende des comptes sur sa politique de Â« tirer-pour-tuer Â» ciblant les Palestiniens.

Mardi 23 juin 2020, les forces dâ??occupation israÃ©liennes ont tuÃ© Ahmad Erekat, un rÃ©sident dâ??Abu Dis, Ã lâ??est de JÃ©rusalem, au checkpoint Container en Cisjordanie occupÃ©e. Des soldats israÃ©liens ont tirÃ© avec une force lÃ©tale sur Ahmad, en lâ??absence de toute nÃ©cessitÃ© et sans quâ??il pose une menace Ã leur vie ni quâ??il puisse causer des blessures sÃ©rieuses. Il a Ã©tÃ© ensuite abandonnÃ©, saignant Ã mort, pendant une heure et demi, pendant que les forces dâ??occupation israÃ©liennes lui refusaient lâ??accÃ¨s Ã des soins mÃ©dicaux, malgrÃ© la prÃ©sence dâ??une ambulance israÃ©lienne sur la scÃ¨ne. Ils ont aussi empÃªcher une ambulance de la Croix rouge palestinienne dâ??atteindre Ahmad.

Ahmad faisait partie dâ??une fratrie de cinq et avait un commerce de T-shirts. Le maraige de sa soeur, pour lequel il faisait des courses et sâ??occupait dâ??autres prÃ©parations de derniÃ¨re minute, devait avoir lieu ce jour-lÃ . La soeur dâ??Ahmad, Iman, portait dÃ©jÃ sa robe de mariÃ©e quand elle a appris que son frÃ¨re avait Ã©tÃ© tuÃ©. Ahmad lui-mÃªme devait Ã©pouser Lubna en septembre. Son mariage, prÃ©vu en mai, avait Ã©tÃ© reportÃ© Ã cause de lâ??Ã©pidÃ©mie de COVID-19.

Le jour suivant lâ??assassinat dâ??Ahmad, le mercredi 24 juin 2020, lâ??armÃ©e israÃ©lienne a rendu publique une vidÃ©o supposÃ©e montrer Ahmad percutant le checkpoint avant dâ??Ãªtre abattu par les soldats israÃ©liens. Dans la sÃ©quence initialement publiÃ©e, Ahmad est floutÃ© quand il descend de voiture. En brouillant son image, les forces dâ??occupation israÃ©lienne cherchaient apparemment Ã jeter le doute sur les circonstances dans lesquelles il a Ã©tÃ© abattu et tuÃ©. Cela suit un schÃ©ma de tentatives par lâ??armÃ©e et les mÃ©dias israÃ©liennes pour obscurcir la vÃ©ritÃ© sur lâ??usage Ã©tendu et systÃ©matique de la force lÃ©tale par les forces dâ??occupation israÃ©liennes contre les Palestiniens, y compris par des sÃ©quences vidÃ©os inexactes cherchant Ã

justifier les assassinats [1]. AprÃ¨s des demandes de la famille dâ??Ahmad, lâ??armÃ©e israÃ©lienne a rendu publique la sÃ©quence dans laquelle Ahmad nâ??est pas floutÃ©. Cette deuxiÃ¨me vidÃ©o montre clairement quâ??Ahmad nâ??Ã©tait pas armÃ© et quâ??il levait les mains en lâ??air, ne posant aucune menace Ã des soldats israÃ©liens lourdement armÃ©s, ni Ã quiconque dans la zone.

Selon le droit international, lâ??assassinat dâ??Ahmad Erekat est une exÃ©cution extrajudiciaire et un homicide intentionnel, donnant lieu Ã une responsabilitÃ© pÃ©nale individuelle en tant que crime de guerre Ã la Cour pÃ©nale internationale (CPI). Ahmad est le 21Ã¨me Palestinien tuÃ© par les forces dâ??occupation israÃ©liennes pendant la premiÃ¨re moitiÃ© de 2020 [2]. Moins dâ??un mois avant lâ??assassinat dâ??Ahmad, les forces dâ??occupation israÃ©liennes ont tuÃ© Iyad Al-Hallaq dans JÃ©rusalem-Est occupÃ©e, alors quâ??il marchait vers son centre de soins pour personnes en situation de handicap dans la Vieille Ville, ce qui constitue une exÃ©cution extrajudiciaire, un homicide volontaire et un crime de guerre.

Les meurtres dâ??Ahmad Erekat de dâ?? Iyad Al-Hallaq, ainsi que dâ??innombrables Palestiniens, doivent Ãªtre compris dans le contexte de la politique Ã©tendue et systÃ©matique de Â« tirer-pour-tuer Â» ciblant les Palestiniens des deux cÃ´tÃ©s de la Ligne verte. Globalement, Al-Haq a documentÃ© une escalade de lâ??utilisation par IsraÃ«l de la force lÃ©tale contre des Palestiniens au cours des cinq derniÃ¨res annÃ©es, rÃ©sultant dans le meurtre de 754 Palestiniens par les forces dâ??occupation israÃ©liennes en territoire palestinien occupÃ© depuis octobre 2015 [3]. Lâ??impunitÃ© gÃ©nÃ©ralisÃ©e dâ??IsraÃ«l doit Ãªtre vue comme partie intÃ©grante de son rÃ©gime institutionnalisÃ© dâ??oppression et de domination raciales systÃ©matiques du peuple palestinien, ce qui constitue le crime dâ??apartheid.

Depuis lâ??assassinat, le corps dâ??Ahmad a Ã©tÃ© retenu Ã titre punitif par les autoritÃ©s dâ??occupation israÃ©liennes, comme une punition collective illÃ©gale, prolongeant ainsi la souffrance de la famille et lui refusant un enterrement digne. Les forces dâ??occupation israÃ©liennes continuent de retenir les corps de 63 Palestiniens, sous le prÃ©texte de les utiliser comme des Â« jetons de marchandage Â». De plus, les corps dâ??au moins 253 Palestiniens languissent, attendant toujours dâ??Ãªtre identifiÃ©s, dans les Â« cimetiÃ¨res des nombres Â» dâ??IsraÃ«l. En 2016, le ComitÃ© des Nations Unies contre la torture a considÃ©rÃ© que la pratique de retenir les corps des Palestiniens revient Ã un mauvais traitement interdit et a appelÃ© IsraÃ«l, la puissance occupante, Ã Â« prendre les mesures nÃ©cessaires pour rendre aussi vite que possible les corps des Palestiniens qui nâ??ont pas encore Ã©tÃ© remis Ã leurs proches, de maniÃ¨re Ã ce quâ??ils puissent Ãªtre enterrÃ©s en conformitÃ© avec leurs traditions et coutumes religieuses, et Ã Ã©viter que des situations similaires ne soient rÃ©pÃ©tÃ©es Ã lâ??avenir [4] Â».

En consÃ©quence, les organisations ont appelÃ© de maniÃ¨re urgente Ã la justice internationale et Ã la reddition de comptes pour mettre fin Ã lâ??impunitÃ© israÃ©lienne et ont exhortÃ© les experts des droits humains des Nations Unies Ã condamner publiquement le meurtre dâ??Ahmad Erekat, Ã appeler Ã la remise inconditionnelle du corps dâ??Ahmad ainsi que des corps de tous les Palestiniens retenus Ã titre punitif par les autoritÃ©s dâ??occupation israÃ©liennes et Ã appeler IsraÃ«l, la puissance occupante, Ã rÃ©viser ses rÃ¨gles dâ??engagement sur lâ??utilisation de tirs Ã balles rÃ©elles.

Les organisations ont aussi appelÃ© les ProcÃ©dures spÃ©ciales Ã Â« reconnaÃ®tre la politique systÃ©matique de â??tirer-pour-tuerâ?? dâ??IsraÃ«l comme une contribution Ã la maintenance du

rÃ©gime dâ??apartheid israÃ©lien, un rÃ©gime dâ??oppression et de domination raciales sur le peuple palestinien dans sa globalitÃ© qui, intÃ©grÃ© dans un systÃ¨me dâ??impunitÃ©, empÃªche les Palestiniens Ã sâ??opposer effectivement aux politiques et aux pratiques dâ??apartheid dâ??IsraÃ«l Â». Comme cela a Ã©tÃ© soulignÃ© par la famille dâ??Erekat, Â« ces assassinats ont lieu dans un contexte plus large dâ??apartheid et dâ??expansion coloniale [5] Â».

Globalement, les organisations ont appuyÃ© les appels de la famille Erekat Ã la justice internationale et Ã la reddition de comptes, y compris pour la politique de â??tirer-pour-tuerâ?? dâ??IsraÃ«l. Elles ont demandÃ© que les ProcÃ©dures spÃ©ciales des Nations Unies incitent les Ã©tats tiers Ã activer les mÃ©canismes de juridiction internationaux pour juger les coupables soupÃ§onnÃ©s de crimes de guerre et de crimes contre lâ??humanitÃ© dans leurs propres juridictions et Ã appeler Ã Â« lâ??ouverture immÃ©diate, sans dÃ©lai supplÃ©mentaire, dâ??une enquÃªte complÃ¨te, approfondie et Ã©tendue de la CPI sur la situation dans lâ??Ã©tat de Palestine Â».

Enfin, les groupes ont appelÃ© les Â« Etats membres et les Nations Unies en gÃ©nÃ©ral Ã traiter les causes profondes prolongeant lâ??oppression palestinienne, y compris en mettant fin Ã lâ??occupation prolongÃ©e dâ??IsraÃ«l et Ã lâ??annexion illÃ©gale de JÃ©rusalem, Ã lever le blocus de Gaza avec effet immÃ©diat et Ã dÃ©manteler le rÃ©gime dâ??apartheid dâ??IsraÃ«l contre le peuple palestinien dans son ensemble, de maniÃ¨re Ã soutenir les droits du peuple palestinien Ã lâ??auto-dÃ©termination et au retour dans leurs foyers, leurs terres et leur propriÃ©tÃ©, comme cela est imposÃ© par le droit international Â».

Les organisations ont adressÃ© leur appel Ã cinq rapporteurs spÃ©ciaux des Nations Unies, dont le Rapporteur spÃ©cial sur la situation des droits humains dans les territoires palestiniens occupÃ©s depuis

1967, la Rapporteuse spÃ©ciale sur les exÃ©cutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, le Rapporteur spÃ©cial sur le droit de chaque personne Ã jouir du meilleur Ã©tat possible de santÃ© physique et mentale, le Rapporteur spÃ©cial sur la torture et autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dÃ©gradants, et la Rapporteuse spÃ©ciale sur les formes contemporaines du racisme.

Lisez lâ??appel urgent commun ici.

Organisations signataires :

â?¢ Coalitions palestiniennes

Conseil des organisations palestiniennes de dÃ©fense des droits humains [Palestinian Human Rights Organizations Council, PHROC], comprenant :

1. Addameer Prisoner Support and Human Rights Association

2. Al Mezan Center for Human Rights

3. Al-Haq â?? Law in the Service of Man

4. Aldameer Association for Human Rights

5. Defense for Children International (DCI) â?? Palestine

6. Hurryyat â?? Center for Defense of Liberties and Civil Rights

7. Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center (JLAC)

8. Muwatin Institute for Democracy and Human Rights â?? Observer

9. Palestinian Centre for Human Rights (PCHR)

10. Ramallah Center for Human Rights Studies (RCHRS)

11. The Independent Commission for Human Rights (Ombudsman Office) â?? Observer

RÃ©seau des organisations non-gouvernementales palestiniennes [Palestinian Non-Governmental Organizations Network, PNGO], comprenant :

12. Al-Montada Cultural Forum Center

13. Alrowwad Cultural and Arts Society

14. An-Najda Society for the Development of Palestinian Women

15. Applied Research Institute-Jerusalem (ARIJ) 16. Arab Agronomists Association (AAA) 17. Arab Center for Agricultural Development (ACAD)

18. Early Childhood Resource Center (ECRC)

19. General Union of Palestinian Engineers

20. Human Rights and Democracy Center â?? SHAMS

21. MAâ??AN Development Center

22. MUSAWA â?? The Palestinian Center for the Independence of the Judiciary and the Legal Profession

23. Palestinian Center for Development and Media Freedoms â?? MADA

24. Palestinian Counseling Center (PCC)

25. Womenâ??s Studies Centre (WSC) 26. Womenâ??s Centre for Legal Aid and Counselling (WCLAC)

27. Young Womenâ??s Christian Association (YWCA) â?? Palestine

Autres organisations palestiniennes :

28. Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem (CCPRJ)

29. Filastiniyat

30. Palestine Land Society

31. Palestine News Network (PNN)

32. Palestinian Culture Center

33. Palestinian Federation of Womenâ??s Action Committees

34. Tasamuh Arab Network

35. The Palestine Institute for Public Diplomacy (PIPD)

Organisations rÃ©gionales :

36. BDS Kuwait

37. BDS Maroc

38. Cairo Institute for Human Rights Studies (CIHRS)

39. Kuwaiti Society for Human Rights

40. Tunisian Campaign for the Academic and Cultural Boycott of Israel (TACBI)

Organisations internationales :

41. Adalah Justice Project

42. Alternative Refugee Center

43. American-Arab Anti-Discrimination Committee (ADC)

44. Americans and Palestinians for Peace (AMPAL)

45. Association Â« Pour JÃ©rusalem Â»

46. Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine

47. Association France Palestine SolidaritÃ© (AFPS)

48. Australians for Palestine

49. Canada Boat to Gaza

50. Canadian BDS Coalition

51. Canadian Foreign Policy Institute

52. Canadians for Peace and Justice in Kashmir

53. Center for Constitutional Rights

54. Collectif JudÃ©o Arabe et Citoyen pour la Palestine

55. Cooperazione Per Lo Sviluppo Dei Paesi Emergenti (COSPE)

56. Dream Defenders

57. Educators for Justice

58. European Legal Support Center (ELSC)

59. Eyewitness Palestine

60. Friends of Sabeel North America (FOSNA)

61. Housing and Land Rights Network â?? Habitat International Coalition

62. Institute for Policy Studies, New Internationalism Project

63. International Federation for Human Rights (FIDH)

64. Jewish Voice for Peace 65. Just Peace Advocates

66. Lawyers for Palestinian Human Rights (LPHR)

67. Le Mouvement de la Paix

68. Ligue des droits de lâ??Homme â?? LDH France

69. Middle East Center for Justice and Peace of South Central Pennsylvania

70. MPower Change

71. Oakville Palestinian Rights Association (OPRA)

72. Palestine Solidarity Network â?? Edmonton

73. Palestinian and Jewish Unity (PAJU)

74. Palestinian Youth Movement â?? North America

75. Peace Alliance Winnipeg

76. Plateforme des ONG franÃ§aises pour la Palestine (comprising over 40 members)

77. Researching the American-Israeli Alliance (RAIA)

78. The Rights Forum

79. US Campaign for Palestinian Rights

80. US Palestinian Council

81. Venezuelan Workers Solidarity

82. War Resisters League

83. Women for Palestine

[1] Voir, par exemple : Al-Haq, Â« Al-Haq Refutes Israeli Army and Media Claims on the Killing of Volunteer First Responder Sajed Mizher in Dheisheh Refugee Camp (8 April 2019) Â», disponible Ã : http://www.alhaq.org/advocacy/6070.html.

[2] Chiffres fournis par le dÃ©partement de surveillance et de documentation dâ??Al-Haq, couvrant la pÃ©riode du 1er janvier 2020 au 1er juillet 2020.

[3] Chiffres fournis par le dÃ©partement de surveillance et de documentation dâ??Al-Haq, couvrant la pÃ©riode du 1er octobre 2015 au 1er juillet 2020.

[4] ComitÃ© des Nations Unies contre la torture, Observations de conclusion du cinquiÃ¨me rapport pÃ©riodique sur IsraÃ«l (3 juin 2016), UN Doc CAT/C/ISR/CO/5, para. 43.

[5] Jadaliyya, Â« CommuniquÃ© de presse : DÃ©claration de la famille Erekat sur le meurtre extrajudiciaire de leur fils, Ahmad Erekat Â» (29 juin 2020), disponible [en anglais] Ã : https://www.jadaliyya.com/Details/41352.

Traduction : CG pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : Al -Haq

date crÃ©Ã©e
2020/07/14